

Les subsides

D'autre part le ministre a été placée entre trois autres ministres: celui de l'Emploi et de l'Immigration (M. Roberts), le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) et le ministre de l'Environnement (M. Caccia). Le ministère d'État à la Jeunesse est sans pouvoirs, il fait simplement figure de groupe de travail chargé d'informer ces autres ministres. A ma connaissance, les seuls emplois véritables que le ministre d'État à la Jeunesse ait créés jusqu'ici, ce sont ceux de son ministère. De nouveaux postes de bureaucrates.

Ce qu'il faut ce sont des gestes concrets, monsieur le Président, pas des écrans de fumée et des miroirs. Aujourd'hui nous parlons des raisons pour lesquelles les jeunes se trouvent sans travail, et ce sont les taux d'intérêt élevés, l'indifférence du gouvernement à l'égard de la recherche et du développement, la dépréciation du dollar, la mauvaise gestion de l'économie et l'achat des votes aux frais du contribuable. Je vais examiner certaines raisons d'ordre économique qui expliquent l'absence de travail pour les jeunes.

Les investisseurs n'ont plus confiance. Voilà pourquoi nous avons le taux de chômage que nous connaissons aujourd'hui. On estime que 50 milliards de dollars canadiens ont fui le pays ces six dernières années. La fiscalité décourage les investissements. Cette fiscalité est la conséquence des folles dépenses du gouvernement. Voilà pourquoi nous nous sommes tellement opposés au projet de loi C-24, monsieur le Président. Ce projet de loi ne prévoyait rien du côté de l'obligation de rendre des comptes, et par là il nuisait à nos jeunes chômeurs. Il n'y a plus d'intérêt à prendre des risques. Pour envisager les choses au plan des disparités régionales, le Programme des initiatives spéciales en faveur de l'emploi nous en fournit un exemple frappant. De leur propre aveu, les députés libéraux se sont attelés à des programmes spéciaux en négligeant le moteur qui les faisait avancer. Ils ont négligé le moteur de la libre entreprise, le moteur de la croissance et le moteur des petites entreprises. Avec l'AEIA ils ont brandi le sabre qui a chassé du pays tous les dollars étrangers. Et qu'a-t-on fait à ce sujet? Les libéraux veulent maintenant faire machine arrière pour redresser une situation qu'ils ont eux-mêmes créée. Cette situation, c'est aussi une des causes de notre énorme chômage. Avec la mise en œuvre du Programme énergétique national, on a encore une fois brandi le sabre dans l'ouest du Canada: les emplois ont fui par milliers. Et les libéraux veulent maintenant faire machine arrière. On n'en finit plus, monsieur le Président.

Pour passer aux sociétés d'État, on a consacré 2 milliards à Canadair et de Havilland. En 1982, cet argent aurait sauvé chacune des petites entreprises qui ont fait faillite, et cela aurait donné du travail à nos jeunes. Les véritables responsables, encore une fois, ce sont les taux d'intérêt élevés et le déficit. Qu'allons-nous faire à ce sujet, monsieur le Président?

Le chef de l'opposition officielle (M. Mulroney) a dit ce que nous allons faire pour la recherche et le développement. Il a dit:

Nous prendrons les mesures suivantes:

1. Doubler l'apport collectif des Canadiens à ce secteur indispensable, et ce, dès notre premier mandat.
2. Établir des priorités et mettre au point une approche globale de l'effort gouvernemental dans le domaine de la recherche.
3. Améliorer la coordination entre les laboratoires gouvernementaux, universitaires et du secteur privé, en accordant une attention spéciale aux petites entreprises.

4. Encourager la mise au point de nouvelles techniques et l'application de nouvelles idées par les entreprises canadiennes.

5. Faciliter l'implantation et l'adaptation de techniques novatrices élaborées à l'étranger; et

6. Encourager la diffusion de la technologie et des techniques d'avant-garde partout au Canada.

Pourquoi?

Parce que, d'après le Conseil national de recherches, toute augmentation de 1 p. 100 des dépenses de R & D (en pourcentage du PNB) entraîne la création de 800,000 nouveaux emplois.

C'est une simple question de saine gestion, monsieur le Président. Je constate qu'il ne me reste plus beaucoup de temps. Par conséquent, et puisqu'il s'agit d'une question d'une telle importance, je voudrais terminer sur une note optimiste. Nous devons apprendre à former nos jeunes et à dialoguer avec eux. Et surtout, il faut leur permettre de saisir l'occasion d'atteindre à l'excellence et de prendre la relève de leurs aînés. Les jeunes d'aujourd'hui ne sont guère différents de ceux d'il y a 30 ans. La seule différence, c'est que nous devons dès maintenant prendre les dispositions voulues pour qu'ils puissent connaître un meilleur avenir.

Le président suppléant (M. Guilbault): Une période de 10 minutes est maintenant prévue pour interroger le député sur son discours. Y a-t-il des questions? Nous poursuivons le débat.

[Français]

L'hon. Céline Hervieux-Payette (ministre d'État (Jeunesse)): Monsieur le Président, au cours des dernières semaines, à l'occasion d'une tournée de consultations que j'ai menée dans tout le Canada, auprès des jeunes, des organisations qui leur sont dévouées, des syndicats et du patronat, j'ai constaté des difficultés d'une gravité insoupçonnée, et j'ai pu voir sous un éclairage souvent déchirant toute l'ampleur du drame d'une grande partie de la jeunesse canadienne aux prises avec une pénurie d'emplois qui tarde à se résorber malgré la reprise des affaires.

Je serai donc la première à me dire d'accord avec l'opposition pour déplorer pareille situation. Mais je ne saurais souscrire, ensuite, à l'affirmation contenue dans la motion de l'opposition qui parle de la «faillite constante du gouvernement» à ramener des occasions d'emplois pour les jeunes au rythme des années qui ont précédé la dernière crise économique. Car c'est constamment que le gouvernement fédéral actuel s'est employé à multiplier les efforts, les programmes et l'aide financière pour améliorer les chances des jeunes, y compris dans le dernier Budget du ministre des Finances (M. Lalonde) où 150 millions de dollars ont été ajoutés à ces fins.

J'ai justement annoncé, il y a quelques jours à peine, la répartition de 131.5 millions de dollars tirés de cette somme, elle-même reliée à la Caisse Perspective-Jeunesse créée en décembre dernier pour mieux coordonner les dépenses fédérales consenties au bénéfice des jeunes. Il y avait là-dedans 30 millions de plus pour l'État-Canada, en portant donc le total à 200 millions de dollars, ce qui devrait créer plus de 81,000 emplois pour nos jeunes l'été prochain.

Parallèlement, les centres d'emplois du Canada pour étudiants, qui emploient eux-mêmes des milliers de jeunes au coût de 13.6 millions de dollars et qui ont permis de placer l'an dernier 333,257 jeunes, devraient fournir du travail à un nombre accru de jeunes cet été, grâce à la reprise générale des